Mot de passe : tmbvf

**Désobéir pour rester fidèle : la désobéissance éthique peut-elle, paradoxalement, conforter la notion de loyauté ?**

**Page de présentation**:

La désobéissance éthique questionne la nature même de la loyauté et de l’autorité. Cet essai explore l’idée que la désobéissance, loin d’être un acte de rupture, peut, dans certaines situations, exprimer une forme de fidélité à des principes plus grands. En explorant les conflits historiques et philosophiques des sociétés, certains actes de désobéissance ont pu être motivés par la volonté de défendre des valeurs fondamentales, parfois plus importantes que celles imposées par les institutions et les normes. L’essai analyse également la possibilité que la désobéissance, en tant qu’acte moralement justifié, puisse renforcer un lien de loyauté envers des idéaux, créant ainsi un équilibre entre défiance et fidélité.

**Court résumé**:

Le concept de désobéissance éthique soulève une question essentielle : est-il possible de désobéir à une autorité ou à une règle tout en restant fidèle à un idéal, une hiérarchie ou une cause ?.

Cette réflexion examine la relation complexe entre désobéissance et loyauté, en suggérant que la désobéissance, loin de se réduire à un simple acte de défi, peut en réalité être un moyen d’affirmer sa fidélité à des principes supérieurs.

Ainsi, cet essai explore comment, dans certains contextes, la désobéissance éthique peut renforcer la loyauté en permettant de défendre des valeurs fondamentales qui transcendent celles imposées par l’autorité. À travers une analyse philosophique et historique, cet essai s’efforce de comprendre dans quelle mesure désobéir peut être perçu comme un acte de fidélité plutôt que comme une trahison. L’étude mettra en lumière comment la désobéissance, en tant qu’expression d’un engagement moral profond, peut créer des liens de loyauté plus solides.

En s’appuyant sur des exemples historiques de résistances éthiques, l’essai soulignera que la désobéissance n’est pas seulement une forme de rébellion, mais un moyen de défendre des idéaux universels de justice et de liberté.

Toutefois, il sera également question des limites de cette désobéissance, afin de montrer que, bien qu’elle puisse être un moteur de transformation sociale, elle doit être pratiquée avec discernement pour éviter de déstabiliser l’ordre social.

**Liste des références bibliographiques et numériques** :

Les références sont directement insérées dans les annotations de l’essai.

« **Il n'y a pas de liberté sans infidélité, pas de sincérité sans désobéissance** » - Jérôme Garçin (*Les livres ont un visage*, 2009).

Cette citation, qui peut sembler paradoxale, souligne l’idée que la véritable loyauté demande parfois de transgresser les règles ou les attentes sociales établies pour un intérêt supérieur.

Obéir vient du latin « ob » qui signifie « devant » et « audire » qui signifie « écouter ». Littéralement, obéir, c'est prêter l'oreille. Elle est le résultat du « legalis » qui veut dire de quelqu'un ou de quelque chose qu’il est à la fois loyal et légal. Désobéir serait alors le fait de faire la sourde oreille. Ainsi, les désobéissants ne sont pas des obéissants.

Le concept de désobéissance est souvent perçu sous l’angle de la rébellion contre l’autorité, une rupture avec les règles établies, et parfois même une forme de trahison. Pourtant, dans certains contextes, la désobéissance peut se poser comme un acte de fidélité envers des principes supérieurs, une réponse éthique à une injustice.

Si la notion est nouvelle au sein du débat public, elle recouvre une exigence ancienne dans les régimes démocratiques et républicains visant à prévenir la rupture dans une chaîne hiérarchique et la défiance de l’autorité. Elle s’est notamment diffusée en France à la suite des recommandations sur l’exemplarité des responsables publics. De plus, la hiérarchie est la seule forme d’organisation administrative ou bureaucratique qui nécessite une conformité aux principes de loyauté des subordonnés et la nécessaire sincérité des dirigeants, pour supposer détenir une certaine autorité, qui se caractérise par la notion d’obéissance.

À première vue, l’idée que la désobéissance pourrait être un moyen de renforcer la loyauté paraît contradictoire, car elle semble opposer deux notions qui, dans l’imaginaire collectif, s’excluent l’une de l’autre. La loyauté est souvent associée à la soumission aux règles et à l’obéissance, tandis que la désobéissance apparaît comme une transgression. Toutefois, la désobéissance éthique, motivée par un profond engagement moral, peut apparaître comme un acte de fidélité envers des idéaux supérieurs, voire comme un moyen de défendre des causes que la simple obéissance risquerait de compromettre.

De nouvelles règles tendent à s’inscrire afin de légitimer la désobéissance comme une nouvelle norme éthique professionnelle. Par un comportement à respecter : conformisme, morale, sagesse. Des qualités à acquérir : compétences, courage. Ainsi, gouverner, diriger, manager voire commander impliquent aujourd’hui d’incarner les règles et principes dont on se prévaut, notamment par l’indépendance (corruption, neutralité) et l’attitude (vérité, sincérité).

Si la manière dont la désobéissance peut être perçue comme un acte de fidélité morale, en raison des finalités éthiques qu’elle poursuit (I). Il est difficile d’envisager la désobéissance éthique comme un nouveau modèle dans les rapports humains. Dans certains contextes, elle peut revitaliser la loyauté en redéfinissant la fidélité elle-même (II).

1. **La désobéissance éthique comme expression de fidélité : S’il est prescrit que les subordonnés soient conçus comme des sujets obéissants, par leurs loyautés ou leurs dévouements, ils ne sont plus pour autant tenus, en raison des fins morales et éthiques qu’ils poursuivent, d’être obéissants dans leurs rapports hiérarchiques**
2. **La désobéissance devient un acte de résistance moral et éthique par les finalités qu’elle poursuit**
3. **La désobéissance éthique ne relève pas d’un simple rejet des autorités ou des règles établies, mais d’un acte de résistance fondé sur une conviction morale**

**La désobéissance naît de l’examen critique des lois et des ordres, dans une démarche visant à remettre en question ce qui est perçu comme injuste ou immoral**. Cette forme de désobéissance n’est donc pas une rupture avec la loyauté, mais une forme de fidélité à des principes plus hauts que ceux imposés par l’autorité.

**L’exemple historique de la désobéissance éthique est celui des figures de la résistance**, comme *Mahatma Gandhi[[1]](#footnote-1)* et *Martin Luther King[[2]](#footnote-2)*, qui ont désobéi aux lois injustes de leurs sociétés respectives pour défendre la dignité humaine et les droits fondamentaux. Gandhi, en particulier, prônait une forme de désobéissance civile fondée sur la non-violence, convaincu que la résistance pacifique était un moyen de rester fidèle à des valeurs éthiques, même au prix de la transgression des lois coloniales britanniques.

1. **La désobéissance devient un acte de fidélité au droit, à la liberté, et à la dignité humaine**

**En refusant de se soumettre à des lois inhumaines, les individus restent fidèles à leurs principes et à leurs valeurs profondes**. La désobéissance ne transgresse pas la loyauté, mais elle en constitue un prolongement.

**La désobéissance éthique prend racine dans une conception selon laquelle il existe des principes moraux supérieurs aux lois humaines**. Des penseurs comme Jean-Jacques Rousseau[[3]](#footnote-3) ou Henry David Thoreau[[4]](#footnote-4) ont soutenu l’idée qu’une loi injuste perd son caractère légitime et que la résistance face à celle-ci devient non seulement légale, mais aussi éthique. Pour Rousseau, les lois doivent incarner la volonté générale, reflet de la justice collective. Lorsqu’elles dévient de cet idéal, elles doivent être contestées. De même, Thoreau, défend l’idée qu’un individu doit désobéir aux lois qu’il juge moralement injustes, en s’appuyant sur sa conscience personnelle.

1. **La fidélité des subordonnés reviendrait aux principes moraux et éthiques plutôt qu’à l’autorité hiérarchique**
2. **On a toujours admis des subordonnés un rapport absolu à la loyauté puisque l’exercice du pouvoir repose sur un système hiérarchique pyramidal**

**Lorsque l’on parle de loyauté, il est essentiel de différencier deux formes de fidélité** : la fidélité à l’autorité et la fidélité à des principes. Dans le cas de la désobéissance éthique, la loyauté ne se manifeste pas dans la soumission aveugle à une autorité, mais dans l’engagement envers des idéaux supérieurs. La désobéissance devient ainsi une forme de fidélité à des convictions et à des valeurs supérieures, plutôt qu’une fidélité inconditionnelle à une institution ou à un ordre donné.

**De nombreuses désobéissances ont été motivées par une fidélité plus grande à des principes**. La désobéissance des résistants français pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, ne visait pas à défier l’autorité de manière gratuite, mais à préserver les valeurs républicaines et à lutter contre un régime tyrannique. Leur fidélité à la France, à la liberté et à la justice les poussait à désobéir aux autorités nazies et collaborationnistes. Ainsi, la désobéissance éthique, loin d’être une rupture avec la loyauté, en est plutôt une redéfinition. Elle repose sur la fidélité aux valeurs, aux principes et à la justice, plutôt qu’à la soumission aux autorités temporaires ou aux lois injustes.

1. **La désobéissance éthique à une autorité ou à un ordre injustice est considérée comme un devoir**

**Non seulement la désobéissance est consacrée comme un droit constitutionnel, mais elle est aujourd’hui conçue comme un devoir**. La soumission aveugle à l’autorité est dénoncée comme l’origine d’une « banalité du mal »[[5]](#footnote-5) oubliée par les subordonnés. À partir du cas Eichmann, *Arendt*, explique que le plus dangereux n’est pas l’étrangeté du mal mais sa banalité, une quotidienneté à suivre des directives illégales ou inhumaines. Pour *Hatzfeld*, lors du génocide des tutsis, il est facile d’obéir quand la consigne est simple : « *La règle n° 1, c’est de tuer, la règle n° 2, il n’y en avait pas* »[[6]](#footnote-6). Lorsque les génocidaires tuaient, ils ne savaient pas si c’était bien ou mal en raison du manque de convictions éthiques et d’éducation.

**Aujourd’hui, la désobéissance est consacrée comme un devoir légal**. Lors du procès de Nuremberg en 1945, selon l’*Article 8 du Statut du tribunal de Nuremberg*, l’obéissance d’un soldat ne justifiait en rien de son irresponsabilité pénale. De plus, le concept de **théorie de la baïonnette intelligente**[[7]](#footnote-7) (situation du soldat qui doit refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal) est évocatrice car même l'engagement militaire ne saurait faire disparaître la conscience et l'intelligence des actes, et ce dernier se doit de refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal[[8]](#footnote-8). Le juge administratif confirme cette position en affirmant que le fonctionnaire à qui est ordonné d’accomplir un acte constitutif d’un délit doit désobéir[[9]](#footnote-9).

1. **La désobéissance éthique comme renforcement de la loyauté : Alors que la sincérité et l’intégrité sont attendues des chefs, au risque de faire naître une « hiérarchie du soupçon », il apparait nécessaire de circonscrire les conflits de loyauté, afin de parvenir à un équilibre entre éthique et dévouement**
2. **La désobéissance éthique devient un moyen de préserver des idéaux fondamentaux mais ne serait être légitime que dans des circonstances exceptionnelles**
3. **Avec la médiatisation croissante des scandales éthiques, l’intégrité des chefs est devenue un critère majeur dans l’appréciation de la loyauté**

**Dans le monde de l’emploi, la désobéissance éthique peut être perçue comme un acte de résistance face à des pratiques illégales ou immorales**, que ce soit dans le domaine de la politique d’entreprise, de la fonction publique ou des armées. Les employés peuvent se retrouver dans des situations où ils sont contraints de suivre des directives qui vont à l'encontre de leurs valeurs personnelles ou des principes déontologiques de leur profession. Dans de tels cas, la désobéissance, qu'elle soit **silencieuse ou ouverte**, peut se transformer en une forme de résistance moralement légitime. Depuis la loi Sapin II[[10]](#footnote-10), les **lanceurs d'alerte** jouent ce rôle dans des sociétés modernes où la dénonciation des abus ou des fraudes devient essentielle pour le maintien de l'éthique professionnelle. De plus, le **droit de retrait**[[11]](#footnote-11) permet à un employé de quitter son poste de travail si une situation présente un danger grave et imminent pour sa sécurité ou sa santé (mais aussi face au harcèlement sexuel et moral). Les conséquences de ces actions peuvent être graves, mais elles soulignent l'importance de placer l'éthique personnelle au-dessus des impératifs de productivité ou de rentabilité.

**La désobéissance devient un moyen de préserver des idéaux fondamentaux, renforçant l’exigence de transparence, de sincérité et d’intégrité des chefs.** La désobéissance éthique ne se limite pas à une expression de rébellion, elle peut être un moyen de préserver des idéaux et des principes qui sont perçus comme fondamentaux pour l’individu ou la société. En agissant ainsi, l’individu démontre que sa loyauté n’est pas soumise à la légitimité ou à la décision d’une autorité hiérarchique, mais qu’elle repose sur la loi ou une vision du monde qu’il juge juste et nécessaire à défendre. Par exemple, avec la résistance non violente « Femme Vie Liberté » en Iran, les dissidents qui s’opposent au régime totalitaire des Mollah font le choix de la désobéissance pour maintenir une fidélité à des idéaux démocratiques et humanistes, bien que leurs actions les placent en opposition avec le pouvoir en place[[12]](#footnote-12). Leur désobéissance ne dégrade pas leur loyauté, elle la renforce en ce qu’elle devient un acte de défense d’un idéal supérieur. Cela illustre que la loyauté, en tant que fidélité à des principes éthiques, peut être préservée et renforcée par des actes de désobéissance éthique. En refusant d’obéir à des lois jugées immorales, l’individu demeure fidèle à une éthique de liberté, de justice et de respect des droits humains.

1. **Toutefois, la désobéissance comporte le risque de dégénérer en « hiérarchie du soupçon »**

**Elle peut conduire à une forme d’anarchie et de déstabilisation sociale, qui conduirait à déconstruire la société hiérarchisée**. Ce soupçon peut mener à un « cercle vicieux »[[13]](#footnote-13). Certains critiques de la désobéissance éthique soulignent que permettre une telle forme de résistance pourrait entraîner des dérives et des chaos. Thomas Hobbes[[14]](#footnote-14) considère que l’obéissance à l’autorité supérieure est nécessaire pour maintenir l’ordre et la sécurité au sein d’une société. Toute désobéissance, même motivée par des principes éthiques, risque de fragiliser cette structure fondamentale et de conduire à une société où chaque individu agirait selon sa propre interprétation de ce qui est moralement juste, menaçant ainsi la stabilité sociale. D’un point de vue réaliste, la désobéissance peut également créer des précédents dangereux, où des groupes ou individus se sentent légitimés à violer la loi en fonction de leurs propres critères moraux. Cela pourrait entraîner une érosion de la confiance dans les institutions et des conflits internes dans la société[[15]](#footnote-15). Au final, la recherche de désobéissance inconsidérée amènera toujours à la déception et nourrira progressivement la défiance envers les contrepoids juridiques et institutionnels[[16]](#footnote-16).

**À terme, la désobéissance peut remettre en question la légitimité des autorités morales et hiérarchiques à donner des directives**. Un autre argument contre la désobéissance éthique repose sur le principe de la légitimité des autorités. Si la désobéissance est toujours justifiée par une interprétation individuelle des normes éthiques, alors il devient difficile de distinguer une action juste d’une action égoïste ou arbitraire. Ainsi, cela soulève la question de savoir qui est légitime pour déterminer ce qui constitue une injustice ou non. Si chaque individu ou groupe peut décider de l’éthique de sa désobéissance, cela peut mener à une fragmentation de la société et à des conflits sur la définition de la justice. Socrate a soutenu avant sa condamnation à mort que : « *saper les lois, mêmes injustes, reviendrait à affaiblir la cité dans son ensemble* »[[17]](#footnote-17). Enfin, un autre risque est celui de la banalisation de la désobéissance, lorsque celle-ci devient un moyen facile d’échapper à l’obligation de respecter la loi ou les règles établies, créant ainsi une situation où l'ordre juridique et social s'effondre peu à peu[[18]](#footnote-18).

1. **Lors de circonstances exceptionnelles et encadrées, la désobéissance éthique peut devenir un moyen de renforcer la confiance et la loyauté, afin de parvenir à un équilibre entre transparence et efficacité du modèle des organisations**
2. **Il est légitime d’édicter des normes pour conduire à un management horizontal entre les chefs et les subordonnés, afin de convier tout le monde à la production de la décision**

**Les structures organisationnelles traditionnelles peuvent évoluer vers des modèles plus horizontaux, où les relations de pouvoir et de hiérarchie sont repensées**. Le leadership ne doit pas être concentré entre les mains de quelques personnes ou à travers une hiérarchie pyramidale. Au contraire, il peut être distribué de manière fluide à travers toute l'organisation afin de promouvoir la créativité, l’innovation et l'engagement des collaborateurs. De plus, la communication devient essentielle dans un environnement organisationnel repensé[[19]](#footnote-19). Les informations peuvent circuler librement, et les discussions doivent être ouvertes. Cela permettrait à chacun d’être informé de la situation globale et d’agir en conséquence, tout en favorisant la prise de décisions collective.

**L’exigence d’une hiérarchie de confiance doit se traduire par l’atténuation du caractère vertical du management ou de l’action publique**. La défiance conduit à un environnement où la désobéissance détruit la cohésion sociale. La confiance est alors primordiale pour éviter le besoin de contrôle permanent. Les relations entre les membres de l'équipe doivent se baser sur la transparence et la coopération plutôt que sur des rapports de subordination. Alors que les organisations doivent lutter contre le relativisme et le mensonge qui nuisent à ses fondements, et face à la perte de confiance envers la hiérarchie, une forme de vérité autour du discours de décence doit être promue.

1. **Pour une loyauté revitalisée, la désobéissance éthique ne doit pas conduire à méconnaitre l’intelligence collective des individus et la concertation**

**Face aux risques que fait peser la rupture entre les subordonnés et les élites sur l’efficacité de l’organisation pyramidale traditionnelle, il convient de retisser les liens de confiance entre les différentes couches**. La désobéissance peut même jouer un rôle crucial dans le renforcement de la loyauté au sein d’une organisation ou d’une société. En agissant pour préserver des valeurs collectives contre une autorité injuste, la désobéissance éthique peut conduire à une plus grande solidarité et cohésion parmi ceux qui partagent ces valeurs. Par exemple, la désobéissance des travailleurs durant des grèves pour des conditions de travail plus justes. Ces actes de désobéissance visent à renforcer la loyauté au sein du groupe de travailleurs, en les unissant autour d’un objectif commun : améliorer les conditions de vie et de travail pour tous. La désobéissance devient ainsi un acte collectif, renforçant les liens de solidarité et d’engagement mutuel. Il en va de même pour les mouvements sociaux qui se battent pour des droits civiques ou des réformes politiques. Leur désobéissance vis-à-vis des lois ou des pratiques discriminatoires peut renforcer la loyauté envers des principes universels d’égalité et de dignité humaine, tout en favorisant la cohésion au sein de la communauté[[20]](#footnote-20).

**La désobéissance éthique peut devenir un levier de révision législative et de régulation sociale, par le renforcement de la justice sociale et de la solidarité**. L’une des pistes envisagées pour intégrer la désobéissance éthique dans la régulation des sociétés modernes est de considérer la contestation comme un moyen de réévaluation continue des lois et des normes. La désobéissance ne serait pas un phénomène isolé, mais un mécanisme de régulation qui permettrait d’adapter les règles aux évolutions morales et éthiques de la société. La contestation pourrait ainsi mener à une révision des lois afin qu’elles correspondent mieux aux valeurs contemporaines. Le législateur peut reconnaître que la désobéissance éthique n’est pas simplement un acte de rupture, mais une forme de dialogue nécessaire avec les citoyens. À travers ce dialogue, la société pourrait mieux répondre aux enjeux sociaux et politiques du 21ème siècle. De plus, la désobéissance éthique, en tant qu’outil de transformation sociale, pourrait jouer un rôle majeur dans la construction d’une société plus juste. Si elle est utilisée avec discernement, elle peut pousser à réexaminer les normes sur la base de principes éthiques fondamentaux, en particulier en ce qui concerne la dignité humaine, les droits des minorités et la protection de l’environnement[[21]](#footnote-21). Par exemple, dans un contexte où des pratiques entrepreneuriales favorisent des pratiques sociales agressives, la désobéissance pourrait encourager un débat public et, à terme, conduire à des réformes structurelles[[22]](#footnote-22) (droit à la déconnection, suivi actif des signalements pour harcèlement, ..).

**- - - - -**

La désobéissance éthique, loin de constituer une rupture avec la loyauté, en est une forme de consolidation. Lorsqu’elle est motivée par une volonté de défendre des principes supérieurs, la désobéissance devient un acte de fidélité aux idéaux de justice et de dignité humaine. Elle permet de préserver la loyauté non envers une autorité verticale ou une règle injuste, mais envers des valeurs fondamentales et universelles.

Ainsi, elle permet de redonner une place primordiale aux valeurs collectives, en encourageant une solidarité active et une remise en question des injustices, qu’elles soient économiques, sociales ou politiques.

1. Mohandas Karamchand Gandhi, Du devoir de désobéissance civile [↑](#footnote-ref-1)
2. Martin Luther King, La Seule Révolution [↑](#footnote-ref-2)
3. Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social [↑](#footnote-ref-3)
4. Henry David Thoreau, De la désobéissance civile [↑](#footnote-ref-4)
5. Hannah Arendt, Rapport sur la banalité du mal [↑](#footnote-ref-5)
6. Jean Hatzfeld, Une saison de machettes [↑](#footnote-ref-6)
7. Jean-Hugues Matelly, Je refuse! Le subordonné face à un ordre illégal [↑](#footnote-ref-7)
8. Article 28 du titre I du statut général des fonctionnaires [↑](#footnote-ref-8)
9. Conseil d’État, 1944, Langneur [↑](#footnote-ref-9)
10. Article 6 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [↑](#footnote-ref-10)
11. Articles L4131-1 à L4131-4 du Code du travail [↑](#footnote-ref-11)
12. Marine Courtade, Femme, vie, liberté: Un reporter infiltré au cœur de la révolte iranienne [↑](#footnote-ref-12)
13. Béligh Nabli, La République du soupçon [↑](#footnote-ref-13)
14. Thomas Hobbes, Le Léviathan [↑](#footnote-ref-14)
15. Alain, Propos [↑](#footnote-ref-15)
16. Chloé Morin, On a les Politiques qu'on mérite [↑](#footnote-ref-16)
17. Platon, Le Criton [↑](#footnote-ref-17)
18. Rony Brauman, Éloge de la désobéissance [↑](#footnote-ref-18)
19. Jean-François Noubel, Le leadership Horizontal - Instaurer une organisation non hiérarchique, une pratique à la fois [↑](#footnote-ref-19)
20. Alain Peyrefitte, La société de confiance [↑](#footnote-ref-20)
21. Paul Pasquali, Héritocratie [↑](#footnote-ref-21)
22. Yann Algan, La société de défiance [↑](#footnote-ref-22)